

## Demande de suspension de la municipale Elise Buckle

**Nyon** ► La Municipalité de Nyon va déposer une plainte pénale à l'encontre d'une de ses membres, Elise Buckle, et demande au Conseil d'Etat vaudois de la suspendre. Il lui est reproché d'avoir fait fuiter des informations confidentielles. L'élue des Vert-e-s aurait transmis des informations internes à l'exécutif nyonnais, dans le cadre d'une enquête administrative ouverte durant l'automne pour faire la

lumière sur des tensions au sein du personnel communal.

Elise Buckle «n'a pas respecté les règles de collégialité et de confidentialité», indiquait vendredi soir le syndic, Daniel Rossetat. Il explique que la situation dure depuis «plusieurs mois» et que sa collègue a été avertie à de multiples reprises. Elue en mars, Elise Buckle est entrée en fonction durant l'été au sein de la Municipalité nyonnaise. **ATS**

## Alliance de droite pour le Conseil d'Etat

**Gouvernement** ► Le PLR, l'UDC et le Centre présenteront une liste commune pour l'élection au Conseil d'Etat le 20 mars.

La campagne pour les élections vaudoises de 2022 s'anime. Le PLR, l'UDC et le Centre s'allient pour conquérir le Conseil d'Etat. Les trois partis présenteront une liste commune de cinq candidates dès le 1<sup>er</sup> tour de l'élection au gouvernement, programmée le 20 mars.

Dans un communiqué envoyé vendredi matin, les trois partis parlent d'une alliance «inédite, rassembleuse et ambitieuse, large et destinée à s'élargir dès le deuxième tour de l'élection au Conseil d'Etat».

Si les trois à quatre mois de discussions au sein du camp bourgeois n'ont pas permis de convaincre les Vert-libéraux, qui lancent seuls trois candidates, la porte leur reste ouverte pour le 2<sup>e</sup> tour.

PLR, UDC et Centre disent aussi vouloir encourager les apparentements de listes pour l'élection au Grand Conseil. L'objectif de cette alliance est de garantir «une majorité politique raisonnable, libérale et constructive» au Grand Conseil et de renverser celle qui a «failli au Conseil d'Etat», soulignent les trois chefs de parti, Marc-Olivier Buffat (PLR), Kevin Grangier (UDC) et Valérie Dittli (le Centre).

Le communiqué ne donne pas le nom des cinq candidates qui se présenteront sur cette liste commune. Mais le PLR avait déjà lancé la sortante Christelle Luisier ainsi que les élu-es au Conseil national Isabelle Moret et Frédéric Borloz. L'UDC partira avec un autre conseiller national, Michaël Buffat. Quant au Centre, il doit prendre sa décision ce soir, indique Valérie Dittli, qui pourrait être la candidate choisie. **ATS**

La Ville se dote d'un plan stratégique favorable à la diversité et à l'inclusion des personnes LGBTIQ+

## «On passe à une Lausanne ouverte»

RAPHAËL BESSON

**Intégration** ► Lausanne se dote d'un plan stratégique pour une ville ouverte à la diversité et s'engage en faveur de l'inclusion des personnes LGBTIQ+ (personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans, intersexes et/ou queer). «On passe d'une Lausanne tolérante, à une Lausanne qui s'affirme ouverte» se félicite Pierre-Antoine Hildbrand (45 ans), municipal PLR responsable de la sécurité et de l'économie. La sécurité des personnes, les prestations de la Ville et la politique du personnel sont les axes forts du texte qui doit entrer en vigueur au printemps.

**Pourquoi est-ce le municipal de la sécurité et de l'économie qui traite ce dossier?**

**Pierre-Antoine Hildbrand:** La conjonction de thèmes sécuritaires et sociétaux fait que ce dossier est entre mes mains. Le rôle de l'Observatoire de la sécurité et des discriminations qui est dans ma direction et qui devait enquêter sur le harcèlement de rue, l'explique aussi.



**«Je réfute l'idée qu'on mènerait une politique axée sur des minorités»**

Pierre-Antoine Hildbrand

**Vous êtes le seul municipal de droite de l'exécutif et vous vous occupez d'un sujet habituellement classé à gauche. Est-ce à dire que le sujet «genre, diversité» dépasse les clivages politiques?**

Je n'y vois pas du tout une question gauche-droite. La modification du Code pénal sur l'homophobie, le mariage pour toutes et tous ont recueilli 86% et 73% dans les urnes à Lausanne. C'est donc au-delà d'un



A l'Hôtel de Ville de Lausanne, un huissier plante le drapeau arc-en-ciel à côté de celui de la Ville, à l'occasion de la Journée internationale contre l'homophobie, la lesbophobie, la biphobie et la transphobie en mai dernier. **KEYSTONE**

rapport gauche-droite et le PLR a été les deux fois avec la majorité. Je n'ai pas de souci à empoigner ces questions-là qui me semblent à la fois relever de la liberté individuelle et des questions d'égalité devant la loi. Nous montrons que c'est précisément un thème qui ne doit pas être accaparé par l'un ou l'autre parti, cela concerne l'ensemble de la communauté lausannoise.

**Une stratégie pour une ville ouverte à la diversité. Est-ce que Lausanne est aujourd'hui fermée à ces enjeux?**

Depuis le Moyen Age on dit que l'air des villes rend libre, c'était en lien avec le servage! C'est une chose d'être une ville qui tolère, c'en est une autre que de revendiquer cette ouverture, de dire que la ville accueille les personnes LGBTIQ+. Nous passons d'une Lausanne tolérante, à une Lausanne qui s'affirme ouverte.

**La description de la situation actuelle peut paraître très**

**sombre. Il est question des «impacts potentiellement dramatiques». Est-ce vraiment le cas?**

Les éléments les plus marquants, comme la sursuicidalité, les risques et les difficultés connues par certaines personnes LGBTIQ+, sont documentés. Ce n'est pas peindre un tableau noir de la situation que de considérer qu'il y a des risques spécifiques en matière sécuritaire et des difficultés potentielles par exemple face à l'administration. Cela justifie d'avoir une attention particulière. Nous étions très étonnés par l'absence de mot-clé sur ces enjeux, ce qui a rendu difficile la recherche dans le journal des événements de police des délits spécifiques avec une dimension homophobe. Ça pose aussi la question des prestations de la Ville et du manque d'attention comme employeur.

**Cette politique concerne tout le monde et pas seulement les personnes LGBTIQ+,**

**affirme la Ville. Comment le comprendre?**

Des personnes m'ont parlé de leurs proches concernés par ces questions, ce qui n'aurait pas forcément eu lieu il y a dix ans. J'ai aussi remarqué chez des jeunes – lorsque j'étais à l'école, c'était malheureusement un thème de quolibets – qu'il y a une évolution positive des mentalités. Oui, aujourd'hui, le thème concerne toute la société.

**Lors de l'annonce cette semaine par le canton de Vaud de l'entrée en vigueur de la directive sur l'accompagnement des élèves transgenres et non binaires dans l'école, on a pu lire des critiques sur un Conseil d'Etat de gauche qui se concentrerait sur une minorité et oublierait la majorité? Qu'est-ce que vous répondez à de tels arguments?**

La politique municipale consiste à assurer la sécurité de toutes les personnes, ce n'est pas de créer des privilèges pour quelques-uns. C'est une politique qui englobe

tout le monde. Chacun a droit au respect. Je réfute l'idée qu'on mènerait une politique axée sur des minorités. Lorsqu'une personne est agressée, ce n'est pas seulement la victime mais aussi l'ordre public qui est atteint.

**Lausanne veut des espaces publics favorables à l'inclusion des personnes LGBTIQ+.**

**Ce qui veut dire?**

Les espaces publics sont utilisés différemment par les différentes catégories de la population. Ça veut dire réfléchir à comment créer des conditions-cadres, au moment de la conception ou de la réhabilitation d'infrastructures, afin que tout le monde soit bienvenu. Nous avons vu à Paris que suivant le mobilier urbain que vous choisissez pour permettre aux gens de s'asseoir, vous créez une typologie d'utilisateurs.

**Lausanne veut être membre du réseau Rainbow Cities Network, comme Berne, Genève et Zurich. On lit qu'il faut «positionner» la ville, on parle de «mise enva-**

**leur touristique explicite». Qu'est-ce que vous entendez par là?**

Le tourisme d'affaires a été le moteur du développement touristique à Lausanne ces dernières années. A cause de la pandémie et des restrictions de voyage, la réflexion se déplace sur un tourisme de loisirs pour une destination du week-end accessible en train. Nous nous disons qu'il y a aussi une clientèle attentive à ces questions d'ouverture à la diversité de genre.

**Lausanne veut également agir sur le climat de travail. Soit lutter contre les regards désapprobateurs, ne pas tolérer les blagues homophobes, sexistes, racistes. Je lis que «la sanction des comportements répréhensibles au sein du personnel communal est également partie intégrante de ce volet du plan stratégique». Comment faut-il le comprendre? Tout employeur digne de ce nom doit protéger les personnes qu'il emploie. I**